

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 01/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GE MEDICAL SYSTEMS (GE HEALTHCARE)

283 rue de la Minière
78530 Buc

Code AIOT : 0006503177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement GE MEDICAL SYSTEMS (GE HEALTHCARE) implanté 283, Rue de la Minière 78530 Buc. L'inspection a été annoncée le 12/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue dans les locaux de GE MEDICAL SYSTEMS (GE HEALTHCARE) dans le cadre de l'action régionale de l'inspection en amont de l'ouverture des Jeux Olympiques de Paris (JOP).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GE MEDICAL SYSTEMS (GE HEALTHCARE)
- 283, Rue de la Minière 78530 Buc
- Code AIOT : 0006503177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GE médical systems est implantée dans la commune de Buc sur 7 bâtiments et réalise la fabrication et le montage d'équipements médicaux (tubes à rayons X destinés à des appareils de mammographie et monitoring cardio-vasculaire, et plus récemment des scanners). Le site emploie environ 1800 collaborateurs.

Les installations actuelles relèvent du régime de l'autorisation et sont encadrées notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009. L'établissement n'est pas classé Seveso et ne relève pas de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».

La décision rendue le 20/12/2012 par le tribunal administratif de Versailles modifie les dispositions suivantes de cet arrêté du 24 février 2009 susmentionné :

- les valeurs limites d'émission des rejets d'eaux prévues à l'article 4.3.7 de l'arrêté du 24 février 2009 sont fixées aux valeurs suivantes :
 - MEST : 60 mg/L
 - Indice hydrocarbure : 8 mg/L
 - DCO : 75 mg/L
- les dispositions de l'article 9.2.4 sont annulées en tant qu'elles prévoient la mise en place d'une auto-surveillance annuelle des eaux pluviales.

Thèmes de l'inspection :

- la situation administrative de l'établissement ;
- la prévention du risque incendie ;
- la prévention du risque industriel ;
- la gestion des produits chimiques et des équipements contenant des fluides frigorigènes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Plan de l'installation et plan des zones à risque	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.2.2 et 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.2.1 et 8.4.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Connaissance des produits et fiches de données de sécurité	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.2.1 et Règlement européen n°1906/2006 art. 31.6	Demande d'action corrective	3 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.7.4 , 7.7.2 et 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Vérification	Arrêté Préfectoral du	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	détecteurs atelier traitement de surface	24/02/2009, article 8.2.5.1 et 8.2.4.3	l'exploitant	
9	Schéma atelier de traitement de surface	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Vérification détecteurs fours de traitement thermique	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.4.3.1 et 8.4.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 4.2.4.2, 4.3.3 et 1.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
13	Fluides frigorigènes - contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-82 et AM du 29/02/2016, art. 6 et 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un suivi régulier des actions de maintenance et des vérifications périodiques, notamment au niveau des moyens de défense et lutte contre l'incendie (extincteurs, sprinklage, désenfumage), de la vérification des installations électriques et de la détection gaz (cyanures et hydrogène).

L'exploitant assure le suivi de l'état des stocks de produits et matières dangereuses de son établissement par le biais d'un outil informatique. Cet outil lui permet également d'avoir accès aux fiches de données de sécurité des produits présents sur site. Toutefois, l'exploitant doit préciser les quantités d'hydrogène stockées sur site.

L'exploitant doit transmettre un certain nombre de justificatifs concernant la situation administrative du site et à la cessation d'activité des tours aéroréfrigérantes du site déclarées en 2018.

L'exploitant doit également préciser les modifications intervenues sur site au niveau des points de rejet des eaux pluviales et industrielles, notamment en ce qui concerne le traitement avant rejet et le dispositif d'isolement prévu.

L'exploitant doit présenter les justificatifs associés à l'entretien des groupes froids présents sur site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée :			
<u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u>			
Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
«			
Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et critère de classement	Rubrique	Régime de classement
Fabrication, préparation, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage sous forme de substances radioactives scellées ou non scellées La valeur de Q étant égale ou supérieure à 10 ⁴	Q = 1, 31 10 ⁶ Sources scellées DéTECTEURS de fumée	1715-1	A
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 l	5 machines à dégraisser : 1622 l Traitement surface : 178 l Volume total des cuves de solvant : 1800 l (bâtiment Coolidge)	2564-1	A
Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique.	8 fours de traitement (bâtiment Coolidge)	2566	A
Installation de réfrigération et compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, utilisant des fluides inflammables et non toxiques. La puissance absorbée étant supérieure à 500 kW.	12 groupes frigorifiques de 820 kW, 1 groupe froid de 86 kW, 2 unités de froid : 27 kW 6 compresseurs d'air de 167 kW Puissance totale : 1103 kW (bâtiments Coolidge, Röntgen, Edison, Ampère, Volta, Pascal)	2920-2-a	A
Installations de refroidissement par dispersion dans un flux d'air, l'installation n'étant pas de type «circuit primaire fermé», la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 2000 kW.	4 tours aéroréfrigérantes du type circuit ouvert Puissance totale : 2100 kW (Edison, Coolidge)	2921-1-b	A
Recuit ou revenu de métaux et alliages	8 fours de recuit (bâtiment Coolidge)	2561	D
Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique, par un procédé utilisant des liquides, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur à 1500 l	Bains de TS : 381 l Cuves à ultra son : 23 l Volume total : 404 l (bâtiment Coolidge)	2565-2-b	D
Installations de refroidissement par dispersion dans un flux d'air, l'installation étant de type « circuit primaire fermé »	4 tours aéroréfrigérantes Puissance totale : 2940 kW (extérieur des bâtiments Faraday, Coolidge)	2921-2	D
Atelier de charge d'accumulateurs la puissance du courant étant supérieure à 50 kW	6 onduleurs Puissance totale : 735 kW (Bâtiments Röntgen, Edison, Volta, Doppler, Pascal,)	2925	D
Combustion , lorsque l'installation consomme exclusivement du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, la puissance thermique maximale est inférieure à	bâtiment Coolidge 2 chaudières : 1,420MW 1 groupe électrogène : 0,8 MW Chaudières et groupe électrogène ne	2910-A-2	NC

Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et critère de classement	Rubrique	Régime de classement
2 MW	fonctionnent pas simultanément		
Combustion , lorsque l'installation consomme exclusivement du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, la puissance thermique maximale est inférieure à 2 MW	bâtiment Volta 2 chaudières : 1,81MW 1 groupe électrogène : 0,3 MW Chaudières et groupe électrogène ne fonctionnent pas simultanément	2910-A-2	NC
<p>A : autorisation D : déclaration NC : non classé</p> <p>Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées ».</p>			
<p>Constats :</p> <p>Le dernier tableau de classement des activités de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a été acté par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009.</p> <p>Lors de l'inspection du 2 octobre 2012, l'inspection a constaté que parmi les 8 tours aéroréfrigérantes (TAR) du site, deux avaient été démantelées, et précise que 6 autres TAR sont présentes sur site lors de l'inspection (Faraday 1 et 2, process 1 et 2 et Coolidge groupe froid 1 et 2).</p> <p>Une proposition de mise à jour du tableau de classement ICPE du site a été transmise par l'inspection lors de l'inspection du 30/09/2014. Toutefois, cette mise à jour n'a pas été actée dans l'attente de la transmission d'éléments par l'exploitant concernant les installations relevant de la rubrique 2910 (installations de combustion), notamment afin de préciser si les installations du bâtiment Marie Curie ne peuvent pas être raccordées à une cheminée commune) :</p>			

Rubriques	Libellés des rubriques avec seuils	Volume des activités	Régime de classement
2566-1.a	Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique, la capacité volumique du four étant supérieure à 2000 l	8 fours 2760 litres	A
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW.	6 tours 4540 KW	E
2564-A-2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1500 l	807 litres	DC
1185-2.a	Emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements, clos, en exploitation, frigorifiques ou climatiques, de capacité unitaire supérieure à 2 Kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 Kg	3056 Kg	DC
2561	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	8 fours	DC
2565-2.b	Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique, par un procédé utilisant des liquides, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 l mais inférieur à 1500 l	366 litres	DC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs la puissance du courant étant supérieure à 50 kW	1020 KW	D
2910-A-2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, la puissance thermique maximale étant inférieure à 2 MW	1,42 MW (+ GE 0,8 MW non simultané)	NC ⁽¹⁾
2910-A-2	Combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, la puissance thermique maximale étant inférieure à 2 MW	1,81 MW (+ GE 0,3 MW non simultané)	NC ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Classement non modifié en attendant un point de situation argumenté par la société.

En ce qui concerne les tours aéroréfrigérantes (TAR) - Rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE :

Par courrier en date du 16 mai 2017, l'exploitant :

- précise que les deux TAR désinstallées en 2012 étaient au bâtiment Edison ;
- précise que les deux TAR du bâtiment Coolidge seraient désinstallées. Avec ce démantèlement, l'établissement ne disposerait plus de TAR à circuit ouvert ;
- informe l'inspection que les deux TAR du bâtiment Coolidge à circuit fermé seront démantelées et remplacées par un groupe froid, un échangeur à plaques et deux tours adiabatiques. Ce courrier précise également le processus de démantèlement prévu pour les deux TAR :
 - neutralisation de la TAR, avec enlèvement de l'eau chlorée et neutralisée en tant que déchet et,
 - démontage de la TAR.

L'inspection remarque que ces nouvelles activités ne sont pas soumises à un classement au titre de la nomenclature des ICPE, sauf pour le groupe froid, qui relève de la rubrique 1185-2a (le site étant déjà soumis à cette rubrique et le groupe fonctionnant avec 88 kg de fluide R134A).

Par courrier en date du 24 août 2018, l'exploitant :

- précise avoir décidé d'engager le remplacement des deux dernières TAR, installées sur le bâtiment Faraday à partir d'octobre 2018.
- indique que ces TAR seront remplacées par deux tours adiabatiques de 535 kW chacune soit 1070 kW au total.
- précise qu'aucun impact sur les quantités de fluides relevant de la rubrique 4802 (devenue 1185-2a à compter du 25 octobre 2018) ne serait attendu avec le projet.
- précise le processus de démantèlement prévu pour les 2 TAR :
 - neutralisation de la TAR, avec enlèvement de l'eau chlorée et neutralisée en déchet

- spécifique et,
 - démontage de la TAR.

L'inspection remarque que l'arrêt des deux TAR du bâtiment Faraday entraîne la cessation partielle de l'activité relevant de la rubrique 2921-1-a) soumise au régime de l'enregistrement et que le site reste soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 2566-1 de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant ayant notifié la cessation de l'activité relevant de cette rubrique au 24 août 2018, soit avant le 1^{er} juin 2022, cette cessation n'est pas soumise aux dispositions introduites par la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020, dite loi ASAP, avec notamment l'obligation de faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que les étapes de la cessation ont été menées conformément au code de l'environnement. Toutefois, l'inspection remarque que l'exploitant n'a pas transmis à l'inspection les justificatifs associés à cette cessation d'activité notifiée en 2018 (bordereaux d'évacuation des déchets associés ou de démantèlement des machines, par exemple) ou à défaut l'attestation de mise en sécurité émise par une entreprise certifiée. Cette dernière possibilité est ouverte aux cessations déclarées avant le 1^{er} juin 2022 par l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant confirme que l'établissement ne possède plus de tours aéroréfrigérantes. Toutefois, l'inspection remarque que le plan indiquant les points de vigilance sur le site mis à disposition des visiteurs à l'accueil de l'établissement et le plan des ICPE présenté lors de l'inspection, dont la dernière mise à jour date du 27/11/2012, indiquent la présence de tours aéroréfrigérantes sur le site.

Par courriel du 16/02/2024, l'exploitant présente la mise à jour du plan des ICPE / plan des zones à risque du site. La présence des tours aéroréfrigérantes n'est pas indiquée sur ce plan (cf. point de contrôle n°3 ci-après).

Lors de la visite du site réalisée le 15/02/2024, l'inspection constate :

- A l'extérieur du bâtiment Faraday : la présence de deux tours adiabatiques. L'exploitant précise que ces tours ont remplacé la TAR de ce bâtiment.
- A l'extérieur du bâtiment Coolidge : la présence de deux tours adiabatiques. L'exploitant précise que ces tours ont remplacé la TAR de ce bâtiment.

En ce qui concerne le bénéfice d'antériorité pour les rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE :

Par courrier en date du 30 mai 2016, l'exploitant présente une demande du bénéfice des droits acquis en application de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, pour les rubriques 4XXX suite à la parution du décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'inspection remarque que le tableau proposé en annexe de ce document n'indique pas si les déchets présents dans l'établissement sont pris en compte dans les calculs et ne détermine pas si des seuils Seveso sont dépassés alors qu'au moins une rubrique pourrait être soumise au régime de l'autorisation (rubrique 4110-2) et qu'une autre rubrique pourrait relever du régime de la déclaration avec contrôle (rubrique 4510).

En ce qui concerne les activités de nettoyage/dégraissage par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques - rubrique 2564 de la nomenclature des ICPE :

Par courrier en date du 4 février 2016, l'exploitant :

- informe l'inspection du retrait prévu de la dégraisseuse D 601 mentionnée à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2009 susmentionné. Il précise que les machines DUS 06 et D 119 ont également été évacuées.
- précise que la machine D 601 sera remplacée par un modèle récent utilisant un solvant organique non halogéné et que cette modification porte le volume total des cuves affectées au traitement à 638 litres et que cette nouvelle machine ne nécessiterait plus l'utilisation d'un filtre à charbon actif.

La lettre préfectorale en date du 28 février 2017 a pris acte de cette modification notable mais non substantielle.

En ce qui concerne les installations de combustion du site – rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE :

Comme mentionné ci-dessus, lors de l'inspection du 30/09/2014, le classement ICPE du site relatif à la rubrique 2910 n'avait pas été acté, un éclaircissement de l'exploitant étant attendu concernant les chaudières au gaz d'une puissance thermique de 1200 kW chacune dans le bâtiment Marie Curie.

L'inspection remarque que le plan des ICPE du site mis à jour, présenté par courriel du 16/02/2024, indique la présence de chaudières relevant de la rubrique 2910 dans le bâtiment Marie Curie.

Par courrier en date du 23 octobre 2018, l'exploitant précise que le bâtiment Edison comptait deux chaudières à gaz avec des puissances de 350 kW et 710 kW, qui ont été remplacées par des chaudières fonctionnant au gaz d'une puissance de 710 kW chacune. La puissance de l'installation passe ainsi de 1,06 MW à 1,42 MW.

L'inspection remarque que les chaudières présentes sur les bâtiments Coolidge et Volta, mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 24/02/2009 ont été considérées comme deux installations de combustion. Toutefois, l'exploitant n'a pas présenté d'éléments permettant d'identifier la ou les installations de combustion présentes dans les autres bâtiments (bâtiments Marie Curie, Edison et Rontgen selon le plan des ICPE présenté le 16/02/2024).

L'inspection remarque que le décret n°2018-704 du 03/08/18 a modifié la nomenclature des installations classées et notamment le seuil de la déclaration pour la rubrique 2910-A, avec un seuil à 1 MW au lieu de 2MW précédemment.

En ce qui concerne les installations relevant de la rubrique 1185-2a de la nomenclature des ICPE :

Comme précisé au point sur les tours aéroréfrigérantes du présent point de contrôle, le démantèlement des TAR a été accompagné par l'installation de nouveaux groupes froids. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter lors de l'inspection la quantité cumulée de fluides frigorigènes présente dans l'ensemble des équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2kg de fluide.

En ce qui concerne les installations relevant de la rubrique 2925 de la nomenclature des ICPE :

Lors de l'inspection du 30/09/2014, il avait été constaté une augmentation de la puissance électrique totale relevant de cette rubrique (passage de 735 kW autorisés par l'arrêté préfectoral

du 24/02/2009 susmentionné à 1020 kW). L'inspection remarque que la rubrique 2925 a été modifiée par le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019 afin de mieux prendre en compte les dangers nés des nouvelles technologies associées aux ateliers de charge d'accumulateurs, avec la création de deux sous rubriques :

- 2925-1 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques- lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW
- 2925-2 : Ateliers de charge d'accumulateurs électriques - Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.

Conclusions :

Concernant la cessation partielle des activités relevant de la rubrique 2921 (TAR) :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés à cette cessation d'activité notifiée en 2018 (bordereaux d'évacuation des déchets associés ou de démantèlement des machines, par exemple) ou à défaut l'attestation de mise en sécurité émise par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant des compétences équivalentes en matières de prestations de services dans ce domaine prévue à l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

L'exploitant doit veiller également à la mise à jour des plans du site afin d'indiquer que les TAR ne sont plus présentes sur le site.

Concernant la demande de bénéfice d'antériorité pour les rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE :

L'exploitant doit transmettre une mise à jour de sa proposition de classement sous les rubriques 4XXX présentée par courrier du 30 mai 2016 en prenant compte notamment des quantités de déchets présents sur site et de leur classement sous ces rubriques, ainsi que les éléments permettant de justifier le statut Seveso du site.

Concernant la rubrique 2910 :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- l'inventaire des installations de combustion présentes sur site relevant de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE, avec indication de leur année de mise en service, et de la puissance des appareils de combustion constituant les installations de combustion ;
- les éléments permettant de justifier le classement ou non classement des activités du site au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE.

Concernant la rubrique 1185-2a :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- L'inventaire des équipements relevant d'un classement sous cette rubrique (équipements

frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2kg de fluide) ;

- La quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans son établissement.

Concernant la rubrique 2925 :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection son positionnement concernant les installations présentes sur son établissement au titre des rubriques 2925-1 et 2925-2 de la nomenclature des ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u> Article 1.5.1 Porter à connaissance « Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement. »
Constats : Lors de la visite sur site, ont été abordés deux projets à venir sur le site : <u>a) Le dossier de porter à connaissance relatif à la modification associée à la nouvelle ligne scanner :</u> Par courrier en date du 27 novembre 2023, la société GE Medical Systems, a adressé à l'inspection des installations classées un porter à connaissance relatif à son projet de nouvelle ligne de production de système d'imagerie médicale de type Scanner. L'inspection précise à l'exploitant que ce dossier est en cours d'instruction et fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant. <u>b) Le projet d'ombrières photovoltaïques sur les zones de stationnement du site :</u> L'exploitant a précisé lors de l'inspection avoir prévu un projet d'ombrières photovoltaïques sur les zones de stationnement du site. L'inspection remarque que bien que les installations de production d'électricité par panneaux photovoltaïques ne relèvent d'aucune rubrique de la nomenclature des ICPE, leur présence entraîne un changement notable des conditions d'exploitation du site. De ce fait, l'exploitant devra porter cet élément avant sa réalisation à connaissance du préfet, en informant également l'inspection des installations classées, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2009 susmentionné. L'inspection précise à l'exploitant qu'il pourrait être utile également de solliciter les services d'incendie et de secours (SDIS 78 - service prévention industrielle) afin d'échanger sur ce projet. Par ailleurs, l'exploitant a également précisé avoir des projets en cours concernant des substituts possibles au chrome VI utilisé sur site pour les activités de traitement de surface.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de l'installation et plan des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.2.2 et 7.2.2

Thème(s) : Situation administrative, plan des ICPE et risques associés

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

« Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Buc	Section AE n°23	Bâtiments Coolidge, Ampère, Röntgen, Edison
	Section AE n°20, 21, 26 et 27	Bâtiments Volta, Faraday
	Section AH n° 28	Bâtiment Pascal
	Section AH n° 17	Bâtiment Doppler

Les installations citées à l'article 1.2.1. ci-dessus sont répertoriées avec leurs références sur un plan de situation ou un schéma de l'établissement tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 7.2.2 Zonage des dangers internes à l'établissement

« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. »

Constats :

Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant présente le plan des ICPE et zone à risques dont la mise à jour date du 27/11/2012. L'inspection remarque que ce plan n'est pas à jour, notamment car il indique la présence de tours aéroréfrigérantes sur site (cf. point de contrôle n°1) et la présence des sources radioactives relevant de la rubrique 1720-1b, rubrique supprimée par le décret 2006-1454 du 24 novembre 2006. Par ailleurs, le plan n'indique pas le risque incendie présent dans les activités présentes sur site.

Par courriel du 16/02/2024, l'exploitant présente la mise à jour du plan des ICPE / plan des zones à risque du site. L'inspection constate par sondage sur ce plan :

- que les tours aéroréfrigérantes ne figurent plus sur le plan mis à jour ;
- que le positionnement des sources radioactives est indiqué sur plan, mais que la rubrique ICPE supprimée n'est plus associée à ces sources ;

- que le plan présente les groupes froids et les compresseurs d'air comme relevant de la rubrique 2920-2a. L'inspection remarque que cette rubrique a été supprimée à compter du 25 octobre 2018 par le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 et que ces installations sont susceptibles de relever d'un classement sous la rubrique 1185-2a en fonction du type et de la quantité de fluide frigorigène utilisé dans les équipements.
- que le plan répertorie, en plus des ICPE, les zones à risque du site, indiquant :
 - les zones à risque d'incendie ;
 - les zones à risque d'explosion ;
 - les zones de stockage de produits chimiques (armoires et auvent) ;
- que le plan répertorie les 4 séparateurs hydrocarbure présents sur site.

Lors de la visite du site réalisée le 15/02/2024, l'inspection constate que correspondent aux emplacements indiqués sur le plan des ICPE/ plan des zones à risque :

- l'emplacement de l'auvent où sont stockés les produits chimiques ;
- l'emplacement de la zone de stockage de gaz ;
- l'emplacement des activités de nettoyage-dégraissage (rubriques 2564-1) et des fours thermiques (rubriques 2566 et 2561).

Lors de cette visite du site du 15/02/2024, l'inspection constate par sondage que les risques indiqués à l'entrée de la salle chimie au bâtiment Coolidge sont indiqués les risques associés (consignes de sécurité, mention « accès et travail réglementés, pictogrammes de danger des produits présents et les équipements de protection individuelles obligatoires).

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser, pendant l'inspection, les parcelles cadastrales du bâtiment Marie Curie, l'inspection remarque que ce bâtiment possède également des activités relevant des rubriques 2925 (onduleurs) et 1185-2a (groupes frigorifiques) selon les éléments présentés dans le plan des ICPE mis à jour.

L'inspection remarque que dans le courrier en date du 21 novembre 2012, l'exploitant a déclaré le fonctionnement dans ce bâtiment de 2 chaudières gaz relevant de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE. La mise à jour des installations relevant des rubriques 2910, 1185 et 2925 est abordée au point de contrôle n°1 du présent rapport d'inspection.

Conclusions :

L'exploitant doit mettre à jour son plan des ICPE/plan des zones à risque afin de préciser les installations relevant de la rubrique 1185-2a des ICPE.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection une proposition de mise à jour du tableau présenté à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2009 indiquant les parcelles concernées par les installations du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.2.1 et 8.4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire des substances et mélanges dangereux présents
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u> Article 7.2.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement « [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours. » Article 8.4.2.4 Stockage d'hydrogène « Le stockage est réalisé dans des bouteilles. La quantité totale présente dans l'installation doit rester inférieure à 100 kg. »
Constats : Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant précise que la gestion du stock de matières dangereuses est faite depuis 2020 à l'aide d'un logiciel informatique de gestion des stocks de produits chimiques. Ce logiciel permet d'avoir une information à jour en temps réel sur les stocks, grâce à un système de QR code scannés à l'arrivée du produit en stock et à sa sortie du stock. Il présente à l'inspection l'interface électronique de l'outil, qui permet d'identifier facilement la localisation des stocks (armoire ou bâtiment), les quantités et les mentions de danger associées au produit, et permet la récupération des fiches de données de sécurité relatives aux produits présents sur site. L'exploitant précise réaliser un inventaire physique une fois chaque 6 mois. Il précise que tous les mois une extraction de l'état des stocks est laissé dans le poste de garde. Lors de la visite du site réalisée le 15/02/2024, l'inspection constate la présence dans la zone de stockage de gaz de 2 racks stockant 20 bouteilles d'hydrogène chacun. Les quantités d'hydrogène indiquées dans l'état des stocks ne semblaient pas correspondre aux quantités présentes sur les racks (le volume des bouteilles étant de 50 L). L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la quantité d'hydrogène maximale d'hydrogène en masse effectivement présente sur site. L'inspection note que l'article 8.4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2009 susmentionné prescrit que la quantité totale d'hydrogène présente dans l'installation doit rester inférieure à 100 kg. L'inspection réalise un contrôle par sondage des quantités et emplacements indiqués à l'état des stocks pour les produits chimiques suivants, utilisés dans les activités de traitement de surface (cf. annexe confidentielle au présent rapport) : <ul style="list-style-type: none">• 1 produit cyanuré 99 %, les quantités présentes et l'emplacement sur site en salle chime,

bâtiment Coolidge, correspondent à l'état des stocks présenté par l'exploitant.

- 1 produit cyanuré 80,5 %, les quantités présentes et l'emplacement sur site, en salle chimie, bâtiment Coolidge, correspondent à l'état des stocks présenté par l'exploitant.
- Dans l'état des stocks, apparaissait également une référence de produit cyanuré à 70 %, l'exploitant précise par courriel du 05/03/2024 avoir vérifié la nature du produit cyanuré 80,5 % et 99 % sont présentes sur place, et précise avoir retiré cette entrée à 70 % de son état des stocks.
- 1 acide contenant du phosphore, les quantités présentes et les deux emplacements du site (en salle chimie et à l'auvent produits chimiques), sont cohérentes avec l'état des stocks.

Conclusion :

L'exploitant doit préciser la quantité maximale d'hydrogène, en masse, susceptible d'être présente sur site, en particulier au niveau de la zone de stockage gaz. Il précise si cette quantité est susceptible de relever d'un classement sous la rubrique 4715 de la nomenclature des ICPE (le seuil de la déclaration est à 100 kg).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Connaissance des produits et fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.2.1 et Règlement européen n°1906/2006 art. 31.6
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u> Article 7.2.1 Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement « L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. [...] » Article 31 Exigences relatives aux fiches de données de sécurité « 6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations. »
Constats : L'inspection consulte par sondage deux fiches de données de sécurité, récupérées à partir du logiciel de gestion des stocks par l'exploitant au moment de l'inspection du 15/02/2024, relatives à deux produits utilisés dans les activités de traitement de surface au bâtiment Coolidge (cf. annexe confidentielle au présent rapport) : - 1 produit cyanuré, 80,5 % (n°CAS 506-64-9) - 1 acide contenant du phosphore (n°CAS 7664-38-2, n° produit : 20621)

Les constats de l'inspection concernant cette fiche de données de sécurité et les constats effectués lors de la visite sur site sont résumés dans les tableaux présentés ci-après :

Produit cyanuré, 80,5 % (n°CAS 506-64-9)		
Critère	Informations issues de la FDS du produit	Constats de l'inspection lors de la visite sur site le 15/02/2024
Date de révision de la FDS	02/02/22	Non applicable
Au format prévu à l'annexe II révisée du règlement (CE) n°1907/2006 (Règlement REACH)	16 rubriques rédigées en français	La fiche de données de sécurité présentée est au format prévu à l'annexe II révisée du règlement (CE) n°1907/2006 (Règlement REACH). L'inspection remarque que le fournisseur de la FDS correspond au fournisseur indiqué dans l'étiquetage du flacon présent sur site.
Pictogrammes de danger et mentions de danger (Rubrique 2.2 « Éléments d'étiquetage » de la FDS)	Pictogrammes (FDS) : SGH 05 (corrosif) SGH 06 (toxique) SGH 09 (dangereux pour l'environnement)	L'inspection constate le 15/02/2024 qu'au lieu de stockage de ces produits en salle chimie, l'étiquetage des contenants de ces produits contient les pictogrammes de la rubrique 2.2 des FDS.
Moyens d'extinction (rubrique 5.1 de la FDS)	Moyens d'extinction (FDS) : « adapter les mesures d'extinction d'incendie à l'environnement »	L'inspection constate que proche de l'armoire basique/cyanure où sont stockés ces produits sont présents deux extincteurs : réf. C84, Eau avec additif 9L, vérifié en novembre/2023. réf. C83, CO2 5kg, vérifié en novembre/2023.
Conditions de stockage (rubrique 7.2 « Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités »)	FDS : « [...] Ne pas stocker avec des acides »	L'inspection constate que le produit cyanuré est stocké dans la même armoire que les bases en salle chimie. Par ailleurs, la ligne utilisant ce produit cyanuré n'était pas en opération au moment de la réalisation de la visite d'inspection.

Acide contenant du phosphore (n°CAS 7664-38-2, n° produit : 20621)		
Critère	Informations issues de la FDS du produit	Constats de l'inspection lors de la visite sur site le 15/02/2024
Date de révision de la FDS	31/01/23	Non applicable
Au format prévu à l'annexe II révisée du règlement (CE) n°1907/2006 (Règlement REACH)	16 rubriques rédigées en français	La fiche de données de sécurité présentée est au format prévu à l'annexe II révisée du règlement (CE) n°1907/2006 (Règlement REACH). L'inspection remarque que le fournisseur de la FDS correspond au fournisseur indiqué dans l'étiquetage du flacon présent sur site.
Pictogrammes de danger et mentions de danger (Rubrique 2.2 « Éléments d'étiquetage » de la FDS)	Pictogrammes (FDS) : SGH 05 (corrosif) SGH 07 (irritant)	L'inspection constate le 15/02/2024 qu'au lieu de stockage de ces produits en salle chimie et en auvent produits chimiques, l'étiquetage des contenants de ces produits contient les pictogrammes de la rubrique 2.2 des FDS.
Moyens d'extinction (rubrique 5.1 de la FDS)	Moyens d'extinction appropriés (FDS) : « adapter les mesures d'extinction au milieu environnant eau pulvérisée Poudre ABC Dioxyde de carbone CO2 Azote »	L'inspection constate que proche de l'armoire acide où sont stockés ces produits sont présents deux extincteurs : réf. C82, Eau avec additif 9L, vérifié en novembre/2023. réf. C81, CO2 5kg, vérifié en novembre/2023. Dans l'auvent produits chimiques, ce produit est stocké dans une armoire avec 2 niveaux, avec sprinklage sur chacun des niveaux. L'exploitant précise que le 1 ^{er}

Acide contenant du phosphore (n°CAS 7664-38-2, n° produit : 20621)		
		niveau de l'armoire de ce local stocke les acides et le 2nd niveau les bases.
Conditions de stockage (rubrique 7.2 « Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités »	FDS : « Température de stockage recommandée : 15-25 °C. [...] Conserver le récipient bien fermé et dans un endroit bien ventilé. [...] Protéger du rayonnement solaire. [...] »	L'inspection constate que le stockage en salle chimie est fait dans une armoire produits chimiques et que le local est ventilé. Pour l'auvent produits chimiques, le local est à l'extérieur et l'armoire de stockage n'est pas avec une exposition directe aux rayonnements solaires, mais la configuration de l'auvent ne permet pas de garantir que la température de stockage restera entre 15 et 25 °C. L'exploitant précise que la température du local est suivie avec une alarme envoyée par mail aux responsables du local lorsque la température atteint 40°C.

Conclusions :

L'exploitant doit s'assurer que la capacité des rétentions du niveau supérieur de l'armoire présente à l'auvent produits chimiques est suffisante pour accueillir les liquides stockés et éventuellement les eaux d'extinction issues du sprinklage, afin d'éviter la formation d'un éventuel mélange acido-basique en cas de déclenchement du sprinklage.

L'exploitant doit s'assurer que les conditions de stockage de l'acide contenant du phosphore (n°CAS 7664-38-2) vu en inspection sont compatibles avec les conditions indiquées à la rubrique 7.2 de la FDS de ce produit (révisée le 31/01/2023).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.7.4 , 7.7.2 et 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie et vérifications périodiques
Prescription contrôlée :
<u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u>

Article 7.7.4 Ressources en eau et en mousse

« L'établissement dispose à minima de :

- 9 poteaux d'incendie présentant un débit minimal de 60 m3/heure chacun lors de leur utilisation simultanée,
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie alimenté par le circuit d'eau de ville pour les bâtiments Coolidge, Ampère, Volta et Faraday; pour les bâtiments Volta et Faraday, le système est également alimenté par une réserve d'eau de 30 m3,
- d'un système de détection automatique d'incendie pour les bâtiments Röntgen, Doppler, Pascal et Edison.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. »

Article 7.7.2. Entretien des moyens d'intervention et formation

« Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il fixe les conditions de maintenance et d'essais périodiques de ces matériels. L'instruction du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie, l'entraînement à la manœuvre des moyens de secours ainsi que les essais et visites périodiques du matériel et moyen de secours sont réalisés au moins tous les 6 mois.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Article 7.3.2 Bâtiments et locaux

« Des dispositifs assurant le désenfumage doivent être installés :

- dans les locaux présentant un risque d'atmosphère explosive,
- dans les locaux d'une surface supérieure à 300 m2 en rez-de-chaussée et en étage,
- dans les locaux d'une surface supérieure à 100 m2 en sous-sol,
- dans les locaux aveugles,
- dans les compartiments,
- dans tous les escaliers.

Ils doivent être conçus conformément aux dispositions de la section 2 de l'arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R235-4-8 et R 235-4-15 du code du travail et de l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les établissements recevant du public. »

Constats :

En ce qui concerne la vérification périodique des extincteurs :

Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant précise que les extincteurs sont contrôlés par une société extérieure, et qu'il a mis en place un système de colliers dans les extincteurs avec un code couleur permettant d'identifier visuellement l'année à laquelle le contrôle de l'extincteur a été effectué.

Par courriel en date du 16/02/2024, l'exploitant transmet à l'inspection le rapport de contrôle du parc extincteurs du bâtiment Faraday, pour une vérification réalisée le 15/01/2024, ce rapport n'indique pas d'observations nécessitant la mise en place d'un devis.

L'inspection constate par sondage lors de la visite sur site le 15/02/2024 que les extincteurs du bâtiment Coolidge (extincteurs réf. C81, C82, C83 et C84) ont été vérifiés en novembre 2023.

En ce qui concerne la vérification périodique des poteaux incendie :

L'exploitant présente le rapport relatif à la vérification annuelle de la défense extérieure contre l'incendie (DECI : hydrants, poteaux, points d'eau). Ce rapport indique que l'ensemble du site a été vérifié et indique que le poteau n°5 et n°6 ont une anomalie en termes de débit (débit inférieur à 60 m3/h). L'exploitant précise que les actions correctives concernant cette anomalie ont été mises en place (changement de canalisation) et qu'un nouveau contrôle est prévu fin avril 2024.

L'inspection remarque que le rapport présenté ne détaille pas le nombre de poteaux incendie vérifiés, indiquant seulement les anomalies relevées.

L'inspection remarque également, que le logiciel de gestion des points d'eau REMOCRA du SDIS 78, consulté le 30/07/2024 par l'inspection, indique que deux poteaux parmi les dix présents sur le site sont indisponibles (référéncés n°59 et 88).

En ce qui concerne la vérification périodique des systèmes de désenfumage :

Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant précise que les systèmes de désenfumage présents dans les différents bâtiments sont contrôlés par une société extérieure.

L'inspection consulte par sondage les rapports relatifs aux vérifications réalisées en juin 2023 aux bâtiments Faraday, Coolidge, Edison, Marie-Curie, Rontgen et Volta. Pour les bâtiments Coolidge et Marie-Curie et Rontgen, les rapports indiquent des vétustés sur quelques exutoires, tandis que pour les autres bâtiments consultés (Faraday, Edison et Volta) des anomalies ne sont pas constatées. L'exploitant précise lors de l'inspection du 15/02/2024 qu'il assure un suivi des non-conformités ou en cas de vétusté, mais que la vétusté n'est pas considérée comme une non-conformité du système de désenfumage.

L'inspection constate lors de la visite sur site le 15/02/2024 que l'étiquette apposée sur les armoires de désenfumage des zones 9 et 10 du bâtiment Ampère indique que la dernière vérification a été réalisée en juin 2022.

En ce qui concerne la vérification périodique des systèmes d'extinction automatique à eau (sprinklage) :

L'exploitant précise lors de la visite du 15/02/2024 que cette année seront initiées les vérifications

trentenaires de ses installations de sprinklage et qu'un audit complet du système est prévu.

Il précise qu'une société spécialisée assure le contrôle mensuel des cloches, pompes et vannes d'alimentation à colonnettes. Il présente le rapport relatif aux vérifications réalisées le 06/03/2023 et transmet par mail du 16/02/2024, le rapport relatif aux vérifications mensuelles réalisées le 08/01/2024. L'inspection remarque que la vérification mensuelle indique que sont vérifiées les installations de sprinklage des bâtiments :

- Edison/Rontgen
- Ampère
- Coolidge
- Volta/Faraday

Il présente également le rapport de vérification annuelle réalisé par la même société assurant la vérification mensuelle :

- pour les postes 1 et 2 (bâtiments Edison et Rontgen) - vérification en date du 16/10/2023, indiquant que l'installation est en service et,
- pour les postes 4 et 5 (bâtiments Coolidge et Ampere) - vérification en date du 03/07/2023 indiquant que l'installation est en service.

En ce qui concerne la vérification annuelle des systèmes de détection incendie :

L'exploitant précise lors de la visite du 15/02/2024 que le site est gardienné 24h /24 avec la présence d'agents de sécurité et que la détection incendie est remontée au poste central de sécurité du site (PCS) et qu'une supervision permet de localiser l'alarme sur le site.

Il présente le dernier rapport de contrôle du système de sécurité incendie (SSI) réalisé par une société spécialisée pour une intervention du 23/10/2023 au 17/11/2023 (vérification des systèmes de détection incendie - SDI et du centralisateur de mise en sécurité incendie - CMSI). Ce rapport indique que la première vérification d'entretien du SSI au titre de 2023 préconise des changements de certains détecteurs possédant un taux d'encrassement élevé aux bâtiments :

- Ampere niveau 1 (4 détecteurs)
- Coolidge (3 détecteurs)
- Marie Curie (10 détecteurs)
- Rontgen niveau 0 (4 détecteurs)
- Volta (18 détecteurs)

L'exploitant précise lors de l'inspection du 15/02/2024 qu'un devis a été établi pour le remplacement de ces détecteurs.

Ce rapport indique également que la deuxième vérification d'entretien du SSI au titre de 2023 préconise, en plus des changements de certains détecteurs possédant un taux d'encrassement élevé relevés dans la première vérification, le remplacement d'un détecteur linéaire au bâtiment Marie Curie et la remise en état des systèmes de blocage camions du bâtiment Ampère.

L'exploitant précise lors de l'inspection du 15/02/2024 que deux devis ont été établis pour le ces deux actions correctives.

Par ailleurs, par courriel du 16/02/2024, l'exploitant présente le rapport de vérification des installations d'extinction automatique à gaz (azote) située au niveau du data center du site (rapport d'intervention IAEG n°RI-35953470 en date du 21/11/2023. Des anomalies ne sont pas

relevées, mais le rapport fait une observation concernant la visibilité des panneaux dans le local.

Conclusions :

L'exploitant doit mettre en place les actions correctives relatives aux anomalies identifiées lors des contrôles :

- des poteaux incendie et,
- du système de détection incendie (SSI).

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés aux actions correctives mises en place.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le dernier rapport de vérification annuelle des installations de sprinklage des bâtiments Volta et Faraday.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les deux derniers rapports de vérification des installations de désenfumage du bâtiment Ampère.

L'exploitant s'assure de la réalisation des essais et visites périodiques des moyens de secours au moins tous les 6 mois, comme fixé à l'article 7.7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24/02/2009.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.3.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009

Article 7.3.5.1 Généralités

« Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par

an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »

Constats :

Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant précise que les anomalies constatées dans les vérifications des installations électriques (code du travail ou thermographie infrarouge) qui posent des risques à la personne sont, en règle générale, levées dans la journée du constat. Pour les autres anomalies, un plan d'actions est élaboré et suivi par la maintenance.

L'inspection consulte par sondage les deux derniers rapports de vérification des installations électriques et thermographie infrarouge des bâtiments Coolidge et Ampère, transmis par l'exploitant par courriel du 16/02/2024.

L'inspection remarque que, en ce qui concerne la vérification des installations électriques (code du travail) par une société spécialisée :

- pour le bâtiment Coolidge, le rapport de vérification des installations électriques (code du travail) en date du 11/05/2023 signale 22 anomalies dont 13 déjà signalées lors des vérifications précédentes ;
- pour le bâtiment Ampère, le rapport de vérification des installations électriques (code du travail) en date du 09/06/2023 signale, pour les installations basse tension, 28 anomalies dont 17 déjà signalées lors des vérifications précédentes ;

En ce qui concerne la thermographie infrarouge :

- pour le bâtiment Coolidge, le compte-rendu Q19 réalisé par une société spécialisée en date du 21/06/2023 indique une anomalie de priorité 2 (préconisation de l'organisme de contrôle d'« action sous 2 mois à compter de la réception du rapport ») signalée pour la première fois lors de ce contrôle, et,
- pour le bâtiment Ampère, le compte-rendu Q19 réalisé par une société spécialisée en date du 21/06/2023 indique une anomalie de priorité 2 (préconisation de l'organisme de contrôle d'« action sous 2 mois à compter de la réception du rapport ») signalée pour la première fois lors de ce contrôle.

Conclusions :

L'exploitant doit mettre en place les actions correctives relatives aux anomalies identifiées lors des vérifications des installations électriques et par thermographie infrarouge de son établissement, notamment celles identifiées au niveau des bâtiments Coolidge et Ampère.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés aux actions correctives mises en place et le calendrier des actions prévues le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Vérification détecteurs atelier traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.2.5.1 et 8.2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection cyanures
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u> Article 8.2.5.1 Détection de cyanure d'hydrogène « L'atelier de traitement de surface et le local de stockage des effluents cyanurés sont équipés de détecteurs de cyanure d'hydrogène. Les seuils de concentration maximale en cyanure d'hydrogène sont : Niveau A1 : 4 ppm Niveau A2 : 8 ppm. Dès le seuil A1 atteint, une sirène d'évacuation de la zone concernée ainsi qu'une alarme sonore et lumineuse se déclenchent dans l'atelier de traitement de surface. Une alarme lumineuse se déclenche également au poste de gardiennage. Des consignes de sécurité précisent la conduite à tenir lors du déclenchement d'une des alarmes. » Article 8.2.4.3 Entretien « Les systèmes de détection de sécurité, détecteurs de cyanures d'hydrogènes et alarmes visés au point 8.2.4.2 font l'objet de contrôles et étalonnage selon les recommandations du fabricant et au minimum une fois par an. Ces actions sont tracées. »
Constats : Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant précise que le dernier contrôle des détecteurs cyanure présents au local traitement de surface et au local effluents, a été réalisé en date du 09/06/2023 par une société spécialisée. Il précise également que le test des asservissements a été réalisé le 28/12/2023. L'exploitant présente également la fiche réflexe n°15, détection de HCN (réf. DOCEHS_04.01-17). L'inspection constate par sondage que la fiche précise la conduite à tenir par l'équipe spécialisée HCN présente sur site assurant le premier niveau d'intervention, qui prévoit une levée de doute avec des appareils portatifs notamment. Cette équipe est formée à ce type d'intervention et possède une zone dédiée au bâtiment Coolidge avec les équipements d'intervention. L'exploitant précise lors de l'inspection que la détection active une alarme visuelle et sonore avec report à la supervision en poste de garde. L'inspection constate par sondage la présence d'un détecteur de cyanure d'hydrogène à proximité du bain cyanure à l'atelier traitement de surface au bâtiment Coolidge (ligne avec un bain cyanuré et un bain acide sur deux rétentions indépendantes) et également à proximité de la cuve d'effluents cyanurés. L'inspection constate également que le sol de l'atelier traitement de surface est étanche et que des réserves de produits absorbants (boudins) sont présentes à proximité de l'atelier. L'inspection n'a pas testé pendant l'inspection du 15/02/2024 le fonctionnement des alarmes de

détection cyanures et la remontée d'alarmes.

Conclusion :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés aux deux derniers contrôles des détecteurs cyanure présents sur site et de la vérification des asservissements. Il précise, en cas d'anomalies relevées lors de ces contrôles, les actions correctives mises en place et le calendrier des actions prévues le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Schéma atelier de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Plans de l'atelier de traitement de surface

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009

Article 8.2.6 Dispositions particulières

« Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible, par la mise en œuvre de recyclage et de régénération.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les circuits de circulation des fluides (eaux, liquides concentrés de toutes origines). »

Constats :

Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant présente un plan du local chimie en bâtiment Coolidge. Ce plan représente les différentes lignes de traitement de surface, mais ne présente pas les circuits de circulation des fluides dans l'atelier (eaux, liquides concentrés de toutes origines).

Les effluents cyanurés issus des activités de traitement de surface sont stockés dans une cuve d'effluents cyanurés située au niveau du rez-de-chaussée en zone dépotage. L'inspection constate lors de la visite sur site le 15/02/2024 que les pictogrammes de danger affichés sur cette cuve ne sont pas à jour.

Conclusions :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le schéma de l'atelier traitement de surface, faisant apparaître les circuits de circulation des fluides (eaux, liquides concentrés de toutes origines).

L'exploitant doit mettre à jour les pictogrammes de danger affichés dans la cuve d'effluents cyanurés.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Vérification détecteurs fours de traitement thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 8.4.3.1 et 8.4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection hydrogène
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u> Article 8.4.3.1 Détection d'hydrogène « La teneur en hydrogène dans l'atmosphère est contrôlée en permanence au niveau des lieux d'utilisation à l'aide de détecteurs. Les seuils de concentration maximale en hydrogène sont : Niveau A1 : 20% de la LIE entraînant le déclenchement d'une alarme sonore et lumineuse dans le local et au poste de gardiennage, Niveau A2 : 40% de la LIE entraînant la coupure automatique d'alimentation en gaz et en électricité, le chauffage des fours et le déclenchement d'une alarme sonore et lumineuse dans le local et au poste de gardiennage, Des consignes de sécurité précisent la conduite à tenir lors du déclenchement d'une des alarmes. » Article 8.4.2.3 Entretien « Les systèmes de détection de l'hydrogène font l'objet de contrôles et étalonnage selon les recommandations du fabricant et au minimum une fois par an. Ces actions sont tracées. »
Constats : Lors de l'inspection du 15/02/2024, l'exploitant présente les justificatifs de contrôle des détecteurs hydrogène présents sur site, en date du 09/06/2023 réalisé par une société spécialisée. Des non-conformités ne sont pas relevées lors de ce contrôle. Il précise que le contrôle de ces détecteurs est réalisé deux fois par an. L'exploitant présente également la fiche réflexe n°1, détection de gaz (réf. DOCEHS_04.01-04). L'inspection constate par sondage que la fiche précise la consigne d'intervention en heures ouvrées et non ouvrées, selon les niveaux de détection (à 20 % de la LIE et à 40 % de la LIE). L'exploitant précise que tous les capteurs sont en doublon et en redondance. Lors de la visite de site le 15/02/2024, l'inspection constate la présence d'une zone de stockage d'hydrogène à l'extérieur. L'hydrogène est stocké dans des bouteilles et la gestion de cette zone est confiée au prestataire fournisseur des bouteilles. Les constats associés à cette zone sont détaillés dans le point de contrôle n°4 du présent rapport. L'inspection constate par sondage la présence de deux détecteurs d'hydrogène à proximité du four appelé « stabilisateur » au bâtiment Coolidge. L'inspection n'a pas testé pendant l'inspection du 15/02/2024 le fonctionnement des alarmes de détection hydrogène, la coupure de gaz et d'électricité en cas de détection et le report d'alarmes. <u>Conclusion :</u> L'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs associés aux deux derniers contrôles des détecteurs hydrogène présents sur site et de la vérification des asservissements. Il précise, en cas

d'anomalies relevées lors de ces contrôles, les actions correctives mises en place et le calendrier des actions prévues le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des rétentions
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u> Article 7.6.3 Rétentions « [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. [...] »
Constats : L'inspection constate lors de la visite sur site le 15/02/2024 qu'à l'auvent produits chimiques, une zone de stockage de fûts contenant des liquides utilisés pour la maintenance contenait des liquides. <u>Conclusion :</u> L'exploitant doit s'assurer que les rétentions situées à l'auvent produits chimiques soient libres de tout liquide à tout moment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 4.2.4.2, 4.3.3 et 1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Obturateurs de réseau et séparateurs hydrocarbures
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°09-025/DDD du 24 février 2009</u> Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux « Un système doit permettre l'isolement des réseaux de collecte des eaux de ruissellement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de

commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne et doit comprendre au moins une manœuvre semestrielle. Ces actions sont tracées.

[...] »

Article 4.3.3 Localisation des points de rejet

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	EU4	EU5	EU6	EU7
Nature des effluents	Eaux vannes Purges des réseaux d'eau glacée Effluents divers Eaux vannes de l'entreprise locataire	Eaux vannes Purges des réseaux d'eau glacée Effluents divers Eaux de détartrage et désinfection de TAR	Eaux vannes Purges des réseaux d'eau glacée Eaux vannes du bâtiment situé sur parcelle section AE n° 17 et 18 Eaux vannes du restaurant inter-entreprises	Eaux de détartrage et désinfection des TAR
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées			
Traitement avant rejet	néant			
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration d'Achères			
Conditions de raccordement	Autorisation de rejets			

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	P1 (Voiries et toitures bâtiment Coolidge)	P2-P3 (Voiries et toitures bâtiments Coolidge et Ampère)	P4 (Voiries et toitures bâtiment Faraday)	P5 (Voiries et toitures bâtiment Volta)	P6 (Voiries partie Est du site)	P7 (Voiries et toitures bâtiments Edison, Röntgen, Faraday, restaurant inter-entreprises, bâtiment situé sur parcelle AE n° 17 et 18)
Nature des effluents	Eaux pluviales polluées ou non Eaux des essais incendie					
Exutoire du rejet	réseau eaux pluviales					
Traitement avant rejet	Néant Etude a réaliser	Déshuileur Débourbeur	Néant Etude a réaliser	Néant Etude a réaliser	Néant Etude a réaliser	déshuileur débourbeur
Isolement des rejets	Néant	Vanne de barrage en aval	Néant	Néant	Néant	Vanne de barrage en aval
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin de décantation communal, puis La Bièvre					
Conditions de raccordement	Autorisation de rejets					

Article 1.5.1 Porter à connaissance

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement. »

Constats :

Lors de l'inspection du 15/02/2024 l'exploitant précise avoir 4 séparateurs hydrocarbures sur site :

- 1 séparateur au niveau du bâtiment Coolidge
- 1 séparateur au niveau du bâtiment Ampère
- 1 séparateur au niveau de l'entrée camions installé en 2020 (rejoint le point de rejet EU4)
- 1 séparateur au niveau du bâtiment Rontgen.

L'exploitant précise que l'entretien des séparateurs est réalisé une fois par an par une société spécialisée et présente le rapport n°1235840.1.1 émis par la société le 23/01/2023 relatif à l'entretien des séparateurs associé au bordereau de suivi des déchets n° BSD-20230119-FH51SCT5N pour la prise en charge des boues issues des séparateurs en date du 23/01/2023.

L'exploitant précise également avoir 4 vannes de barrage sur site, dont la dernière vérification date du 01/09/2023 (réf. 13029509.1.1). L'exploitant précise que 3 des vannes sont motorisées et 1 vanne est manuelle. L'exploitant précise que l'actionnement des vannes se fait uniquement localement.

Lors de la visite sur site le 15/02/2024, l'inspection constate que la vanne de barrage motorisée à proximité du bâtiment Coolidge est signalée par un marquage sur l'armoire indiquant « clé vanne de barrage ».

Par courriel du 16/02/2024, l'exploitant présente la fiche réflexe concernant les vannes de barrage présentes sur site. L'inspection remarque que cette fiche indique la présence de 3 vannes de barrage uniquement et ne concerne que les vannes à commande motorisée.

Conclusions :

L'exploitant doit mettre à jour la fiche réflexe concernant la mise en œuvre des vannes de barrage du site afin de prendre en compte l'entretien préventif et le fonctionnement de l'ensemble des 4 vannes de barrage présentes sur site. Il doit également préciser le positionnement des 4 vannes de barrage présentes actuellement sur site.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un dossier de porter à connaissance précisant les modifications apportées aux points de rejet décrits à l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2009, notamment au niveau des traitements prévus avant rejet et de l'isolement des rejets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Fluides frigorigènes - contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-82 et AM du 29/02/2016, art. 6 et 7

Thème(s) : Produits chimiques, contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement

Article R. 543-82

« L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés

Article 6

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. »

Article 7

« Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans

le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation. »

Constats :

L'inspection constate lors de la visite sur site le 15/02/2024, que le groupe froid réf. GFR 005 contenant du R134a avait une marque de contrôle d'étanchéité (macaron bleu) apposée. Cette marque indiquait que la date limite de validité du contrôle d'étanchéité était en avril 2023. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la fiche d'intervention (Cerfa n°15497) relative au dernier contrôle d'étanchéité réalisé sur cet équipement.

Conclusion :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les deux dernières fiches d'intervention (Cerfa n°15497) relatives à la réalisation des contrôles d'étanchéité sur le groupe froid GFR 005. Il s'assure que l'opérateur réalisant le contrôle d'étanchéité appose le cas échéant la marque de contrôle d'étanchéité prévue aux articles 6 ou 7 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 susmentionné lors de la réalisation du contrôle d'étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois